

GRATUIT



TOGO emergent

MAGAZINE MENSUEL D'INFORMATION N°014



Focus

ELECTIONS RÉGIONALES :

LE TOGO PRÊT
À BOUCLER LE
PROCESSUS DE LA
DÉCENTRALISATION

Immersion

TOGO/ZOOM SUR LES
DANSES DU TOGO (ACTE I)



Danse Agbadja



Danse Gazo

EDITORIAL

ELECTIONS : LE COMPTE À REBOURS LANCÉ

BON À SAVOIR

5 BONS COMPORTEMENTS CITOYENS
À ADOPTER POUR DES ÉLECTIONS
DÉMOCRATIQUES RÉUSSIES

TECH

GOOGLE GEMINI : LE FUTUR DE
L'ASSISTANCE CONVERSATIONNELLE

INTERVIEW

« LA DÉCENTRALISATION NOUS APPELLE À
ENTREtenir LE PETIT TISSU QUE NOUS AVONS
QU'ON APPELLE LE TOGO »,
L'ANCIEN MINISTRE OURO-BOSSI TCHAKONDOH

Les Ateliers iya ^{ACT} 2

À PROPOS DE NOUS

IYA est une entreprise sociale spécialisée dans la formation, la promotion et la mise à disposition d'artisans de tout genre pour les travaux de réparation, de rénovations, etc...

IYA vise à offrir aux particuliers, entreprises et aux artisans le moyen le plus simple et le plus sûr d'identification et de réalisations de tous travaux. Plateforme numérique, elle dispose d'une boutique web mobile dédiée aux œuvres artisanales et se positionne tel que le Google de l'artisanat togolais.

NOTRE VISION

Amener les élèves et étudiants à acquérir ou développer des compétences secondaires et utiles. Outre les études ces derniers se doteront de plusieurs compétences à vendre sur le marché et seront par conséquent mieux outillés pour l'avenir.

C'est une opportunité pour les élèves et étudiants d'apprendre davantage et de découvrir les métiers du secteur de l'artisanat.

+228 93 88 36 36

info@iyatg.com | www.iyatg.com

Agoè 2 Lions, 05BP 822 Lomé-Togo



NOS OBJECTIFS

IYA entend former pour cette édition 2022 douze étudiants et élèves de Lomé désireuses d'apprendre des métiers du secteur artisanal sur une durée d'un mois. Ces étudiants et élèves seront formés sur cinq métiers au cours de cette deuxième édition : La peinture, la couture, la fabrication d'accessoires de mode, la coiffure, la cordonnerie.

NOS PERSPECTIVES

Les ateliers IYA entendent devenir une formation certifiante et reconnue par le Ministère Délégué de l'Enseignement Technique et de l'Artisanat et étendue sur 3 mois. Aussi, une augmentation du nombre de participants à 30 personnes afin de permettre à plus d'élèves et étudiants d'y prendre part en touchant les autres villes du pays également.





SOMMAIRE

4 ÉDITORIAL

ELECTIONS : LE COMPTE À REBOURS LANCÉ

6 FOCUS

ELECTIONS RÉGIONALES : LE TOGO PRÊT À BOUCLER LE PROCESSUS DE LA DÉCENTRALISATION

10 INTERVIEW

« LA DÉCENTRALISATION NOUS APPELLE À ENTREtenir LE PETIT TISSU QUE NOUS AVONS QU'ON APPELLE LE TOGO », L'ANCIEN MINISTRE OURO-BOSSI TCHAKONDOH

14 POLITIQUE

BIS REPETITA : AU TOGO, LA ROUTINE POLITIQUE

16 ÉCONOMIE

NÉGOCIATIONS ENTRE LE TOGO ET LE FMI : VERS UN NOUVEAU CADRE D'APPUI ÉCONOMIQUE

18 SOCIÉTÉ

QUE SAVOIR SUR LA SAINT-VALENTIN ?

26 BON À SAVOIR

5 BONS COMPORTEMENTS CITOYENS À ADOPTER POUR DES ÉLECTIONS DÉMOCRATIQUES RÉUSSIES

22 SPORT

FTF : LE COLONEL GUY AKPOVY VEUT RÉINVENTER LE FOOTBALL TOGOLAIS

29 PORTRAIT

HBF : UNE VIE ÉTOILÉE D'EXPLOITS

33 TECH

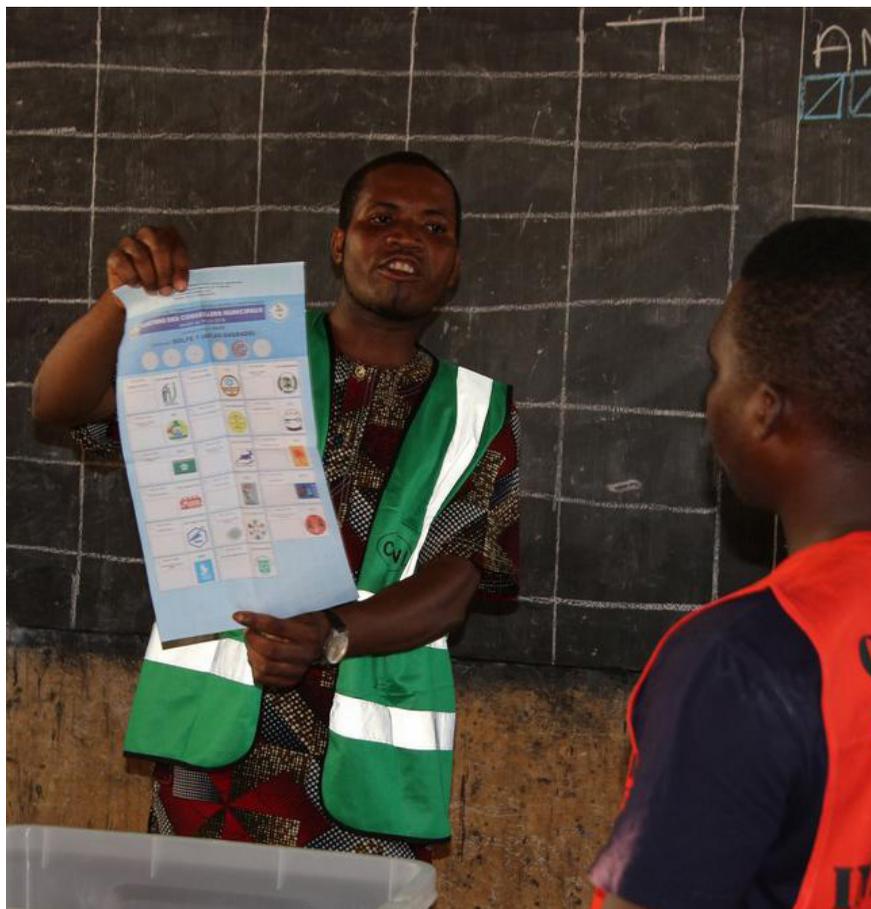
GOOGLE GEMINI : LE FUTUR DE L'ASSISTANCE CONVERSATIONNELLE

36 IMMERSION

TOGO/ZOOM SUR LES DANSES DU TOGO (ACTE I) CAS DE LA RÉGION MARITIME

EDITORIAL

Elections : Le compte à rebours lancé



Alors que le Togo se prépare pour les élections législatives et régionales le 13 avril prochain, l'excitation et la tension politique s'entremêlent dans tout le pays. Ces élections revêtent une importance capitale, non seulement pour le paysage politique togolais, mais aussi pour l'avenir du développement régional et national. Premièrement, la modification de la loi organique portant le nombre de députés de 91 à 113 témoigne de l'évolution démocratique du pays. Cette augmentation vise à mieux représenter les diverses aspirations et besoins des citoyens à travers le pays. Cependant, elle présente également un défi logistique et financier pour l'État togolais, avec des implications budgétaires significatives pour organiser un scrutin de cette envergure.

Les enjeux pour les partis politiques sont tout aussi cruciaux. L'opposition, mobilisée et déterminée à défier le parti au pouvoir, l'Union pour la République (Unir), cherche à remédier aux lacunes perçues dans le processus électoral précédent. Le boycott des élections de 2018 en raison d'allégations d'irrégularités dans le recensement électoral a laissé un sentiment de méfiance persistant. Cette fois-ci, l'opposition se mobilise massivement, se préparant à un défi sérieux contre le statu quo politique.

Sur le plan régional, l'introduction du scrutin régional marque un tournant historique pour le pays. Cela donne aux régions une voix directe dans le processus politique, offrant ainsi une opportunité sans précédent de répondre aux besoins

spécifiques de chaque région en termes de développement économique, d'infrastructures et de services sociaux. Les candidats aux élections régionales doivent donc présenter des programmes clairs et réalisables pour répondre aux attentes des électeurs dans leurs régions respectives.

En ce qui concerne les implications financières pour l'État togolais, il est essentiel de garantir une utilisation efficace et transparente des ressources allouées à ces élections. Les coûts associés à l'organisation des scrutins législatifs et régionaux ne devraient pas seulement être considérés comme une dépense, mais comme un investissement dans la démocratie et le développement durable du pays.

Enfin, l'impact de ces élections sur le développement des régions en termes de solutions est indéniable. Les candidats et les partis politiques doivent placer les besoins des citoyens au cœur de leurs programmes politiques, en proposant des solutions concrètes aux défis auxquels sont confrontées les différentes régions du pays. Aussi, il est impératif que les futurs élus travaillent en collaboration avec les communautés locales pour identifier les priorités et mettre en œuvre des politiques et des projets qui favorisent une croissance inclusive et durable.

En somme, les élections législatives et régionales au Togo représentent un moment crucial dans l'histoire politique et socio-économique du pays. Elles offrent une occasion unique de renforcer la démocratie, de promouvoir le développement régional et de répondre aux aspirations des citoyens. C'est l'opportunité pour tous les acteurs politiques et la société civile de s'unir pour garantir des élections libres, équitables et transparentes, et de travailler ensemble pour un avenir meilleur pour tous les Togolais.



Directeur de publication :

Donis AYIVI

Rédaction :

Tony Ametepe

Essosimna ASSALIH

Stan AZIATO

Aboubakar AOUDOU

Steven Edoé Wilson

Imprimerie :

SigmaPrint

Conception :

Lomegraph

Contact :

+228 92 56 36 36

E-mail :

contact@lomegraph.tg

Tirage :

500 Exemplaires

Adresse :

Agoe, Anome

Lomé - Togo

CEG KOAJON
COMPLEXE SCOL
AKUETE AKU

FOCUS

Elections régionales : le Togo prêt à boucler le processus de la décentralisation

Au Togo, les élections législatives et régionales auront finalement lieu le 20 avril 2024. Initialement programmées sur le 13 avril, l'échéance a été repoussée sur demande des acteurs politiques selon le gouvernement. Le chronogramme complet est donc finalement connu de tous. La particularité de ces échéances, c'est bien sûr le couplage des deux élections. Si les Togolais sont habitués aux législatives, le scrutin régional leur est complètement nouveau. Il s'agit justement d'une première expérience pour le Togo. Cette élection donnera un nouvel élan à la décentralisation. Après l'élection municipale, que pensent les citoyens et qu'attendent-ils véritablement des régionales ?

« Conformément aux dispositions

du code électoral et au regard du chronogramme proposé par la Commission électorale nationale indépendante, le conseil des ministres a fixé la date des élections législatives et régionales au samedi 13 avril 2024, et convoqué, en conséquence, le corps électoral pour lesdites élections », avait précisé Yawa Kouigan, ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement.

C'est désormais clair pour l'opinion générale. Pour les législatives prochaines, il s'agira d'élire 113 députés dans 39 circonscriptions électorales. Le montant du cautionnement initialement fixé à 500 000 Francs CFA par candidat et 250 000 Francs CFA pour les élections législatives est abaissé à 300.000 FCFA et à 150.000 FCFA

pour les candidates. La campagne se tiendra désormais du 4 au 18 avril 2024. Également, le vote anticipé des forces de l'ordre se tiendra le 17 avril.

« Ces montants sont réduits de moitié pour les candidats de sexe féminin aux deux élections, conformément à l'article 225 du code électoral. Le cautionnement est versé pour chacun des candidats de la liste, par le candidat figurant en tête de liste, dans les quarante-huit (48) heures qui suivent l'acceptation de la candidature », a précisé le décret du gouvernement rabaisant le cautionnement.

Les bureaux de vote seront ouverts de 07 heures à 16 heures sur toute l'étendue du territoire national.



Élection régionale, à quoi cela sert ?

L'élection régionale, rappelons-le, tient son essence de la constitution togolaise qui recommande le développement du pays à travers les collectivités territoriales axées sur la décentralisation.

« La République Togolaise est organisée en collectivités territoriales sur la base du principe de décentralisation, dans le respect de l'unité nationale. Ces collectivités territoriales sont : les communes et les régions. Toute autre collectivité

territoriale est créée par la loi. Les collectivités territoriales s'administrent librement par des conseils élus au suffrage universel, dans les conditions prévues par la loi ». C'est en effet ce que stipule l'article 141 de la constitution togolaise promulguée le 14 octobre 1992, révisée par la loi n°2002-029 du 31 décembre 2002, modifiée par la loi n°2007-008 du 07 février 2007 puis retouché par la loi n° 2019 - 003 du 15 mai 2019. La tenue de l'élection régionale vient parachever en vérité

le processus de décentralisation. Concrètement, elle permettra de faire de la décentralisation, une réalité au Togo et par là, assurer un développement aux collectivités territoriales.

C'est en tout cas le but visé par le gouvernement en mettant en branle le processus. La tenue de ce scrutin constitue un dynamisme au processus de décentralisation entamé par le Togo avec les élections locales en 2019.

Que comprendre de ce scrutin ?

Les élections régionales se dérouleront dans les circonscriptions électorales identiques à celles utilisées dans le cas des élections législatives. Et le nombre de conseillers par région est fixé comme suit : vingt-un (21) pour les régions dont la population est inférieure ou égale à 1.000.000 d'habitants ; trente-un (31) pour les régions dont la population est comprise entre 1.000.001 et 1.500.000 d'habitants et quarante-un (41) pour les régions dont la population est supérieure à 1.500.000 habitants.



Elections régionales et décentralisation

Le Togo est un pays qui connaît la décentralisation depuis des lustres avec la division du pays en 5 régions. En effet, le pays a opté pour la décentralisation à trois niveaux. On note au premier niveau « la commune », le deuxième niveau est « la préfecture » et le troisième niveau est « la région ». Le deuxième niveau, rappelons-le, a été supprimé du processus. L'élection régionale permettra donc de constituer les conseils régionaux.

Dans une région, le conseil régional sera dirigé par le Président du conseil régional avec ses adjoints. Ces derniers « fonctionneront exactement comme le conseil municipal », a indiqué le député

Gerry Taama. À en croire le président du NET, les élus auront comme compétence, tout ce qui échappe aux compétences des élus locaux.

« La région a comme compétence tout ce qui échappe à la commune. Nous savons que la commune s'occupe des établissements scolaires, les marchés locaux, l'urbanisme, la voirie. Et tout ce qui échappe aux compétences de la commune comme les Lycées, les CHR, les Universités, les routes régionales (qui s'établissent sur deux ou trois communes), les projets qui s'installent sur 3 ou 4 communes etc seront gérés par la région », a expliqué l'Honorable Gerry Taama.



Une première expérience, ce qu'en pensent les citoyens

Le scrutin régional n'émeut pas vraiment la population. Certains estiment que c'est une élection de trop. Tandis que d'autres comme le jeune nommé Taylor, résidant à Mandouri, espèrent qu'il apportera à la décentralisation son plein pouvoir pour le développement intégral des localités.

« Nous, populations de Mandouri attendons d'eux une bonne gouvernance surtout. Egalement la gestion transparente de notre patrimoine pour l'amélioration des conditions de vie de nos populations », dit-il. Laré Dagatibe, enseignant à Dapaong, invite déjà les élus régionaux à « poursuivre les actions de développement entamées par les autorités. Notamment, la mise en place des infrastructures routières

surtout ».

« Pour dire vrai, je ne connais pas exactement leur rôle. Mais comme ils seront élus par le peuple, ils doivent plus penser à l'électrification des localités », a confié à notre rédaction, le Mécanicien Elom Asseh domicilié à Vogon.

Les élus sont beaucoup attendus par les populations à la base. Ce qui n'a pas été avec les locaux, ils les espèrent vivement avec l'élection des élus régionaux. Pour Tarpoungue Damparou, professeur d'anglais à Kara, « une fois élus, ils doivent se soucier de la population. Ils doivent énormément contribuer à l'emploi des jeunes en initiant les projets au niveau local. Aussi, il faut vraiment qu'ils constituent l'intermédiaire

entre le peuple et le gouvernement. Il faut vraiment qu'on sente la décentralisation maintenant ».

Une chose est sûre, avec le scrutin régional effectué, la décentralisation telle que la constitution l'a définie, sera véritablement mis en marche. Le pays pourra connaître l'installation des gouverneurs qui sont l'équivalent des Présidents du conseil régional. En clair, la hiérarchisation au niveau de l'administration dans le système de décentralisation se présentera comme suit : Le Ministre de l'administration territoriale, le Gouverneur, le préfet (les trois forment la déconcentration), puis le conseil municipal et le conseil régional (on parlera en ce moment de la décentralisation).





QUI SOMMES-NOUS ?

Data 7 est une agence spécialisée dans les domaines des données, du développement web et mobile, qui s'engage à accompagner ses clients dans leur transformation numérique. Nous offrons des solutions sur mesure et innovantes pour relever les défis du Big Data, de l'intelligence artificielle et du développement d'applications web et mobiles.

NOS SERVICES

Analyse et traitement de données :

Data 7 vous aide à exploiter tout le potentiel de vos données, en les transformant en informations précieuses pour la prise de décision stratégique.

Intelligence Artificielle (IA) et Machine learning :

Nos experts en IA et Machine learning conçoivent et déploient des modèles prédictifs pour optimiser vos processus métier, anticiper les tendances et améliorer l'expérience utilisateur.

Développement Web :

Nous créons des sites web modernes, fonctionnels et responsive qui s'adaptent à tous les types d'écrans, mettant en avant votre marque et valorisant vos services auprès de vos clients.

Maintenance et support technique :

Data 7 assure un support continu pour garantir la performance, la sécurité et l'évolutivité de vos solutions numériques, tout le n restant à l'écoute de vos besoins et de vos évolutions.

Développement d'applications mobiles :

Data 7 conçoit et développe des applications mobiles innovantes et conviviales pour iOS et Android, vous permettant de toucher un public plus large et d'offrir une expérience utilisateur exceptionnelle.

Cloud computing et hébergement :

Nous proposons des solutions d'hébergement fiables, sécurisées et évolutives pour vos applications web et mobiles, ainsi que des services d'intégration et de gestion du cloud.

Conseil et stratégie numérique :

Nos consultants vous accompagnent dans l'élaboration de stratégies numériques adaptées à votre secteur et à vos objectifs, en identifiant les opportunités de croissance et en mettant en place des plans d'action efficaces.

contacts :

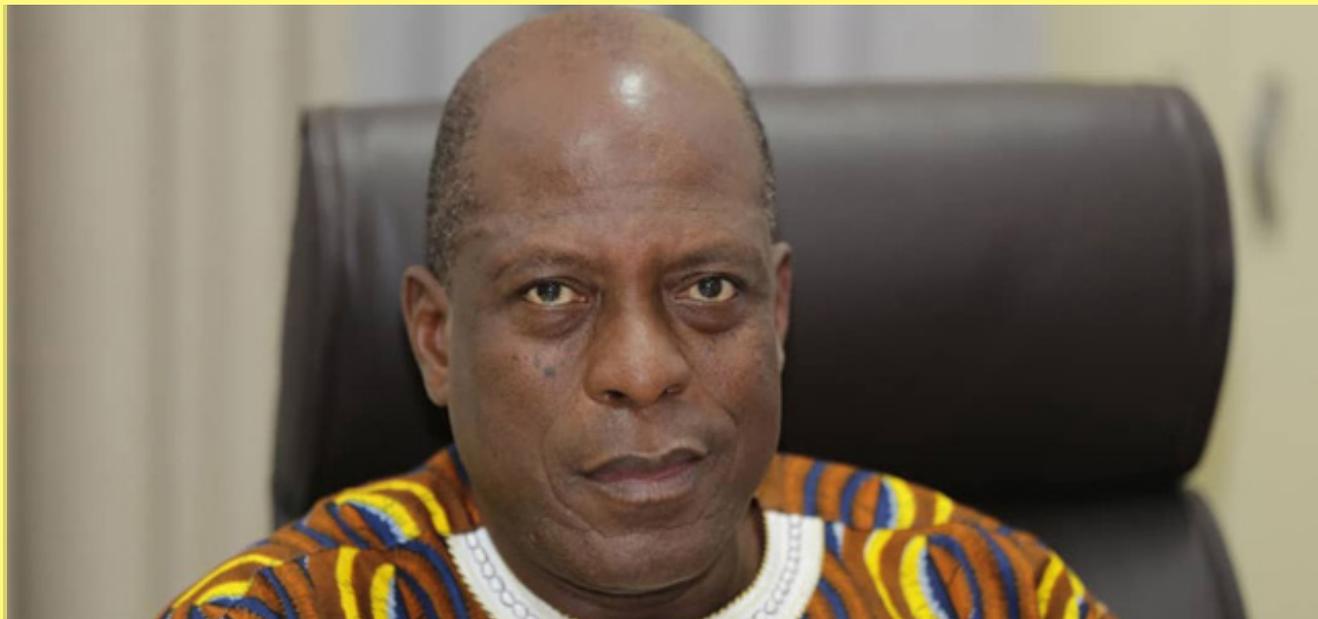
+228 92 15 24 39

data7afrique@gmail.com



INTERVIEW

« La décentralisation nous appelle à entretenir le petit tissu que nous avons qu'on appelle le Togo », l'ancien Ministre Ouro-Bossi Tchakondoh



Dans le contexte actuel du processus de décentralisation au Togo, les citoyens s'apprêtent à élire, au cours de cette année 2024, leurs conseillers régionaux pour la première fois. Cette étape cruciale, amorcée en 2019 avec les élections municipales, vise à renforcer la gouvernance locale et la participation citoyenne.

Dans cette optique, l'ancien ministre, Expert électoral et président du Centre d'Observation et de Promotion d'Etat de Droit (COPED), M. Ouro-Bossi Tchakondoh, partage avec nous son expertise sur les enjeux, les défis et les opportunités liés à ce processus électoral, ainsi que sur le rôle important que les futurs élus auront à jouer dans le développement régional et la consolidation de la démocratie au Togo.

Pouvez-vous nous donner un aperçu de l'état actuel du processus de décentralisation au Togo et des progrès réalisés depuis son lancement en 2019 ?

La décentralisation est d'abord et avant tout une décision politique. Nous avons commencé la décentralisation pourquoi ? Parce que nous avons hérité ça de l'Allemagne, championne de la décentralisation à travers le monde. Quand vous entendez dire, il est de la région Centrale, de la région des Plateaux, il est de la région de la Kara, il est de la région des Savanes, il s'agit de décentralisation. Sauf qu'on ne l'apprécie pas telle que c'est aujourd'hui. Les réformes ont permis d'aboutir à ce que nous voyons aujourd'hui.

Dans la sous-région, le Togo est le seul pays qui ait hérité de la décentralisation comme mode de gouvernance. Parce que déjà en 1961, même à l'indépendance, le premier gouvernement dans sa constitution avait déjà dit que c'est par la décentralisation que le Togo pourra se développer. Et le système de décentralisation a été inscrit dans la constitution. De 1961 jusqu'à ce jour,

le point commun que nous avons de tous les régimes qui se sont suivis, c'est la gouvernance locale que nous appelons la décentralisation, mais avec plusieurs façons de le faire.

La preuve, le Togo est plus vieux que les autres pays africains. Parce qu'en 1961, on avait déjà des femmes qui étaient Maires. Madame Madoé Sivomey était Maire de la ville de Lomé, Madame Sankarédja était Maire de la ville Dapaong. Mais par contre, certains pays et même européens, c'est maintenant qu'on est en train d'essayer pour que les femmes puissent être aussi Maires. Donc quand on me posait la question en 2019, qu'on a fait les locales, mais c'est maintenant qu'on a commencé la décentralisation, je dis non. On risque de mal informer nos enfants. La décentralisation était là. La preuve, on parlait de la commune du Kpalimé, la commune de Sokodé ... C'est ça la décentralisation. Même si on dit que c'est des décentralisations, mal ficelées.

Quels sont les problèmes évidents de la mandature actuelle ?

La première mandature des conseillers communaux, moi je les apprécie, parce que 90 à 95 % ont été élus sur la base du militantisme au niveau de leur parti que ce soit les conseillers issus des partis politiques de l'opposition ou le parti au pouvoir. C'est la volonté de faire qui les a motivés. Car ils ne savaient même pas comment s'y prendre. Mais au fur et à mesure, ils se sont améliorés. Donc je les félicite.

Quels sont, selon vous, des progrès réalisés depuis son lancement en 2019 ?

Nous avons rapproché l'administration des administrés. Vous allez voir que les gens pour légaliser leurs pièces, ne vont plus là où il y a beaucoup de foule. Aujourd'hui, chacun va dans son coin et il essaie de faire la légalisation de ses pièces. Depuis que je fais le sondage, je n'ai pas encore vu la commune dans laquelle, on dit qu'il faut revenir demain soir ou dans deux jours. C'est ce que les citoyens vivaient avant.

Au moins, si on dit il faut légaliser une pièce, par exemple un enfant qui veut déposer un dossier pour le concours, tout ce qu'il dit, je vais aller rapidement à la mairie jusqu'au soir on va légaliser et me remettre. Au fait, ce sont les premiers services dont les jeunes hommes ont besoin pour se sentir appartenir à une communauté.

Deuxième chose, c'est les rapprochements des citoyens, de là où ils vont apporter leur contribution. Les impôts.



A la mairie, si tu veux payer quelque chose tu vas-tu paie tu pars. Mais avant il faut aller au service des impôts, se mettre en rang jusqu'au soir alors que payer les impôts est un acte citoyen. C'est la contribution du citoyen. Je suis venu pour vous apporter quelque chose, mais je souffre pour vous donner. Cela pose problème ? Aussi, il y a le fait que les jeunes se marient rapidement maintenant. Parce qu'avant, à cause de procédures, on se marie, et on ne fait pas les actes de mariage.

Par ailleurs, vous allez constater que dans certaines communes maintenant, les routes, les pistes sont un peu chargées, parce qu'on n'a pas encore atteint le niveau qu'on veut, mais on essaie de racler, pour ne pas laisser les trous, parce que les gens parlent. Quand les gens parlent, moi, j'appelle ça le contrôle citoyen de l'action publique. Quand l'autorité locale est à la disposition des citoyens qui peuvent aisément exprimer des critiques, c'est déjà un atout pour la décentralisation.

Très bientôt, se tiendront au Togo, les élections régionales. Selon vous, est-ce une élection de trop ?

Je salue d'abord l'organisation de ces élections. Car c'est à la conférence nationale que nous avons fait ce choix. On n'a pas fait ce choix par hasard. On a opté pour la décentralisation à trois niveaux parce qu'on dit, premier niveau « commune », deuxième niveau « la préfecture » et le troisième niveau « les régions ». Les soucis liés aux communes, on l'a réglé en 2019. Mais c'est vrai que ce n'est pas encore ça mais le principe est acquis à partir du moment où nous avons pu organiser des élections.



Pourquoi est-il important pour les Togolais de désigner leurs conseillers régionaux pour la première fois en 2024 ?

Si on remonte, à ce que nous appelons régions, il est facile d'émettre des analyses critiques. On a d'ailleurs l'habitude de dire que le développement des régions est vraiment irrationnel. Les projets vont uniquement dans la région des plateaux ou bien dans la région de la Kara. On dit que c'est Kara seul qui se développe. On ne nous regarde même pas chez nous. Ces critiques, si elles sont avérées c'est que nous sommes en arrière.

La fois passée, le chef de l'Etat Faure Gnassingbé disait que si Dapaong est développé et Cinkassé n'est pas développé, le Togo n'est pas développé. Donc si Kara est développé et Vogan n'est pas développé, le Togo n'est pas développé. Il faut un regard ouvert sur l'ensemble du territoire et ce regard n'est possible qu'à travers les régions.

Les conseillers régionaux auront à analyser l'état d'avancement des politiques publiques locales par région. Et on va dire que la région, c'est un ensemble de préfectures réunies. Donc quand on fait un conseil régional, c'est eux qui vont donner l'orientation politique de développement de la région. C'est eux qui vont évaluer les financements de la mobilisation de ressources au niveau de la région. C'est également eux qui vont travailler sur le changement de mentalité pour créer une dynamique collective. C'est-à-dire amener la population à savoir que chaque localité est assise sur de l'or. Si vous creusez, vous cherchez, vous allez trouver. Et si on trouve et on sait mettre ça en commun, je vous assure que le Togo sera une terre merveilleuse ou il fait bon vivre.

Aussi, dans le conseil régional, ce ne sont pas seulement les cadres d'une localité, qui vont servir. Il y aura les gens de différentes localités...

Chacun va venir avec ses idées. Et ces idées seront mises ensemble pour voir ce qu'il faut faire. Le fait de créer le conseil régional et de les mettre ensemble, permettra de ressortir des potentielles, de fédérer les différentes compétences pour le développement harmonieux de chaque région voire du pays.

Quelle est la démarcation réelle entre les régions et les communes ?

Les régions existent déjà. Maintenant, on va faire par exemple les conseillers régionaux de la région Martine et on va nommer un gouverneur. Le gouverneur serait là pour essayer d'harmoniser les idées développées au niveau de chaque conseil. Le Conseil aura un président du Conseil Régional. Maintenant le gouverneur, c'est comme l'autorité nommée par le chef de l'État. Donc, il devient l'autorité politique pour recadrer le conseil s'il va dans la dérive. Le président du Conseil est chargé de ça. Mais le gouverneur, il est chargé de centrer les choses et même de mobiliser des ressources et les mettre à disposition du Conseil pour le travail.

Quels sont, selon vous, les principaux défis auxquels le processus de décentralisation au Togo est confronté ?

Les défis sont nombreux. Le premier défi, c'est le renforcement de capacité. Il faut faire en sorte que les conseillers puissent posséder les compétences personnelles de chaque individu et faire des groupes de travail et non des groupes réunis. C'est-à-dire, s'ils ne comprennent pas ce pourquoi ils sont là, ils vont se quereller seulement. Mais s'ils savent pourquoi ils sont allés, chacun va s'atteler à apporter ses compétences et travailler. C'est le respect mutuel qui va compter pour créer la dynamique du travail. Le deuxième défi, c'est de faire en sorte que nous mettons les moyens à la disposition des acteurs au-delà de ce qu'on a dit dans la loi, qu'ils vont mobiliser les ressources.

Quel message aimeriez-vous transmettre aux citoyens togolais en vue des élections législatives et régionales 2024 et de l'avenir de la décentralisation au Togo ?

Le frein au développement du Togo, c'est qu'on n'a pas appris à se connaître. On se méfie les uns des autres. Mais le fait de se mettre ensemble est un atout pour factoriser, partager les atouts et les manquements qui existent au niveau de chaque localité.

Les régionales, ça n'aura pas le même engouement que les autres élections. J'avertis déjà parce que ça va arriver. Mais, c'est déjà quelque chose. Dire qu'on a été aux élections locales, on va faire les élections régionales, sans oublier les élections présidentielles, nous avons bouclé le processus des relations démocratiques. Une démocratie, c'est de donner une autre chance terrible aux populations de participer aux choix de leurs dirigeants à chaque palier. Et que tous les citoyens puissent aller voter en étant fier de choisir leur dirigeant.

Ce que moi j'attends, c'est une mobilisation massive du peuple togolais pour les élections qui arrivent. Une mobilisation parce que chacun doit apporter sa part dans la construction de ce pays. Ce qu'on attend des populations, c'est de sortir massivement voter, car c'est le premier niveau de véritable contrôle citoyen de l'action publique. Je voudrais également exhorter nos parents à avoir la patience. Ce n'est pas parce qu'on a voté pour les conseillers régionaux que le développement commence en même temps demain. La décentralisation nous appelle à entretenir le petit tissu que nous avons qu'on appelle le Togo pour qu'il soit très joli, très beau et qui fasse la fierté de nous tous.

QUI SOMMES NOUS ?

Mandi's Africa Network est un cabinet d'expertise, d'études et de conseil en Développement d'Affaires, Diagnostique Organisationnelle et en Gestion de Projets.

Fondé sur le principe que les organisations doivent être proactives face à l'évolution constante des marchés, nous offrons à nos clients et partenaires des solutions efficaces, durables, adaptées à leur environnement et propices à une croissance soutenue et durable sur le continent africain.

Cabinet d'étude et conseil, Mandi's Africa Network exerce ces compétences fonctionnelles dans tous les secteurs d'activités de l'industrie en passant par la l'agriculture, la transformation, la communication des organisations et les TIC.

NOS SERVICES

Gestion de Projets
Sondages & Etudes de marchés
Trade Marketing
Le Diagnostic Organisationnel
Développement d'Affaires

☎ (+228) 2225 4747 / 7077 4747
7974 7474 / 9733 3485

🌐 www.mandisafrica.pro

📱 @mandisafrica



POLITIQUE

Bis repetita : au Togo, la routine politique



On n'a pas fini de s'ennuyer des péripéties politiques que déjà les prémices des compétitions futures nous donnent la nostalgie des quelques années d'accalmie traversées par la scène politique togolaise.

Les couleurs ont été annoncées, dès fin 2023, avec l'impossibilité d'organiser les élections législatives et régionales. Pour certains, il s'agissait d'une aberration et pour d'autres, d'un bon droit. Et le début de consensus trouvé au Cadre permanent de concertation (CPC) sur la nécessité d'augmenter le nombre de députés, n'a pas pu déchiffrer la légendaire équation insoluble de la classe politique togolaise, à savoir : la mésentente.

Le nombre de députés a augmenté, leur répartition faite, la date des élections fixée ; tout le monde devrait être content, Que nenni. On s'accuse encore, et les allégations n'ont pas changé.

A l'opposition, l'histoire est toujours la même

Bien qu'au CPC, on discutait entre autres du découpage électoral, de l'élargissement du nombre de députés, du renouvellement

des institutions de la République ; l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC) montrait déjà mauvaise mine. Pour le parti, il fallait sortir de ce cadre pour créer une commission ad hoc pour discuter du même sujet.

Cette proposition a été soutenue par plusieurs autres partis politiques qui ont demandé un cadre de discussions plus inclusif que le CPC, pour plancher sur les conditions d'organisation d'une élection libre et transparente. Et pourtant, le Cadre Permanent de Concertation (CPC) est composé par la majorité parlementaire, de l'opposition parlementaire, du groupe des députés indépendants à l'Assemblée nationale et de l'opposition extra-parlementaire.

C'est dans ce cadre que la proposition d'augmenter le nombre de députés a été faite et acceptée par tous les partis. Le gouvernement l'a entériné en introduisant un projet de loi à l'Assemblée nationale dans ce sens. Cette dernière a adopté l'augmentation du nombre de députés à 113 conformément à l'augmentation du nombre de circonscriptions électorales, en actant ainsi le redécoupage électoral. Aussi, il serait incompréhensible de

créer un nouveau cadre pour encore discuter d'un sujet sur lequel un consensus semblait être trouvé.

Les choses ont tout de même évolué et l'Assemblée nationale a adopté en janvier 2024, l'augmentation du nombre de députés de 91 à 113. Un peu plus de deux semaines après, le gouvernement a fixé en Conseil des ministres la date et les modalités de ces élections. Il n'était naturellement pas surprenant que l'ANC s'en indigne et convie les médias pour leur exposer ses nombreux griefs aux évènements post-électorales.

Le parti a accusé le gouvernement de préparer « en catimini des scrutins (...) en complicité avec des institutions désuètes, incomplètes en effectifs et dont les mandats ont expiré ». Plusieurs de ses griefs ont été repris par les autres partis, notamment le cautionnement pour les élections législatives qui est passé de 200.000 F à 500.000 FCFA, soit une augmentation de 150%, estime l'ANC.

Sur cette question, le constat de l'augmentation est général. Cependant, il revient aux partis politiques de mobiliser les moyens pour participer à ces élections. La politique, c'est aussi les moyens.

Néanmoins, le gouvernement a fait preuve de sa bonne foi, en prenant en compte les réactions suscitées par la fixation des modalités de l'élection. Et c'est lors de la 14^e réunion du CPC, cadre jugée "inutile", que les acteurs politiques ont fait des

propositions qui vont accoucher de décrets présidentiels pris en Conseil des ministres le 23 février. La date des élections est ainsi repoussée du 13 au 20 avril pour donner plus de temps aux acteurs de se préparer. En outre la caution est revue à la

baisse de 500.000 à 300.000 FCFA.

La voie est donc balisée pour des élections consensuelles, libre et apaisées.



ÉCONOMIE

Négociations entre le Togo et le FMI : Vers un nouveau cadre d'appui économique

Le Togo entame un nouveau chapitre dans sa coopération avec le Fonds monétaire international (FMI) alors qu'il discute des termes de son prochain appui financier. Ce dialogue, qui intervient dans le cadre du déploiement de la Facilité Elargie de Crédit (FEC), soulève des questions cruciales quant aux priorités du gouvernement togolais en matière de politique économique et sociale.

Les pourparlers avec le FMI s'inscrivent dans une période charnière pour le pays, avec des élections législatives et régionales prévues en avril 2024, offrant ainsi une occasion de repenser les orientations budgétaires. L'obtention d'un appui du FMI peut contribuer à renforcer la stabilité économique du Togo en fournissant des ressources financières nécessaires pour soutenir les réformes et les programmes de développement.

Toutefois, les engagements pris dans le cadre de la FEC impliquent probablement la mise en œuvre de réformes structurelles, notamment dans les domaines fiscal et budgétaire. Cela pourrait avoir des répercussions sur la gouvernance économique et les politiques publiques du pays.



Concilier politique sociale et discipline budgétaire



La décision du gouvernement togolais de rechercher un appui du FMI témoigne de sa volonté de maintenir la stabilité économique tout en poursuivant ses efforts de développement social. Les engagements pris dans le cadre de la FEC soulignent la nécessité d'entreprendre des réformes sur le plan fiscal et de renforcer la discipline budgétaire. Cependant, cette approche pourrait potentiellement entrer en conflit avec l'objectif de répondre aux besoins sociaux des citoyens.

Pour le Togo, trouver le juste équilibre entre la discipline financière et la protection sociale représente un défi de taille. Alors que les réformes fiscales et la rigueur budgétaire sont essentielles pour garantir la viabilité économique à long terme, il est également crucial de veiller à ce que ces mesures ne compromettent pas les progrès réalisés dans le domaine social. Cela nécessite une approche stratégique qui tient compte des besoins et des aspirations des populations togolaises, tout en assurant une gestion prudente des finances publiques.

Nouvelles orientations budgétaires et défis à relever

Les élections législatives et régionales prévues en avril 2024 revêtent une importance capitale pour l'avenir économique et politique du Togo. Ces échéances électorales fournissent une opportunité pour le gouvernement de prendre en compte les aspirations des citoyens dans l'élaboration de ses politiques économiques et sociales. Une fois les élections terminées, le gouvernement envisage de définir de nouvelles orientations budgétaires, en ligne avec les résultats des scrutins et les priorités nationales.

Dans cette optique, il est impératif que le Togo tire parti de cette période de transition politique pour renforcer sa stratégie de développement économique et sociale. En s'appuyant sur les enseignements des consultations avec le FMI et en intégrant les demandes de la population, le pays peut élaborer des politiques plus inclusives et équitables. Cela nécessitera un dialogue continu entre les décideurs politiques, la société civile et les partenaires internationaux pour garantir que les politiques adoptées répondent aux besoins et aux aspirations de tous les Togolais.



SOCIÉTÉ

Que savoir sur la Saint-Valentin ?

Le 14 février est l'une des dates spéciales du calendrier. C'est la journée dédiée à la célébration de la Saint-Valentin, et donc à l'amour et à l'affection. Une occasion pour les couples de célébrer leur relation, d'échanger les gestes romantiques et de renforcer les liens émotionnels.

Pour beaucoup, c'est aussi une opportunité de témoigner son amour et d'exprimer sa gratitude envers ses proches. La Saint-Valentin tombe cette année sur un mercredi. Toutefois l'origine de cette fête remonte aux histoires anciennes et comportent plusieurs interprétations.



Les origines de la Saint-Valentin

La Saint-Valentin est célébrée aux premiers siècles en mémoire du prêtre et moine Valentin de Terni ou Valentin de Rome. La légende raconte qu'il a été condamné à mort par l'empereur Claude II. Ce dernier avait interdit les mariages car pour lui, les foyers freinent le recrutement des hommes à la guerre. Mais Valentin continuait de célébrer les mariages des couples en cachette. L'intention de l'empereur est d'envoyer plus d'hommes sur les terrains de guerre. Il enferma donc Valentin qui entretenait une relation amoureuse avec Julia, la fille de son gardien qui était aveugle. Le jour de son exécution le 14 février, il rendit la vue à sa bien-aimée avec lettre signée « ton Valentin ».

Sous d'autres cieux, la Saint-Valentin serait une fête païenne avant de

devenir chrétienne. Cette fête trouve son origine dans la célébration païenne des Lupercales, une fête romaine datant des débuts de Rome. Cette tradition, qui se déroulait entre le 13 et le 15 février pour accueillir le printemps, était marquée par un rituel sacrificiel impliquant un bouc. Durant la festivité, des hommes, couverts du sang du bouc sacrifié, poursuivaient les femmes en les frappant avec des lanières de peau de l'animal. Les Lupercales furent interdites en 494 et remplacées par deux nouvelles célébrations : la purification à la Chandeleur (associée à la dégustation de crêpes) et l'amour à la Saint-Valentin.

Environ 1200 ans après le décès de Valentin, il fut proclamé saint patron des amoureux en 1496 sur ordre du pape Alexandre VI. À cette époque,

Saint-Valentin devint le protecteur des amoureux, particulièrement des pauvres célibataires en quête d'amour. Les festivités du 14 février à l'époque permettaient aux jeunes célibataires de rechercher un partenaire de vie.

Les traditions variaient selon les régions et pays, mettant en avant tantôt les femmes, tantôt les hommes. Par exemple, certaines régions organisaient des parties de cache-cache où les jeunes femmes du village étaient traquées par les hommes célibataires, jeunes ou moins jeunes. Trouver une jeune femme ne signifiait pas automatiquement fiançailles ; les couples pouvaient durer une soirée ou toute une vie, s'ils avaient de la chance.

La Saint-Valentin chez l'ancienne génération au Togo



Dans les années 1900, la Saint-Valentin demeurait relativement méconnue au Togo. Au fil des décennies, elle a évolué pour devenir synonyme d'amour et de romance, transformant la célébration en une journée dédiée à l'amour romantique.

Au cours du 19^{ème} siècle, elle a gagné en popularité pour devenir un événement largement reconnu, marqué par l'échange de cadeaux et de mots doux. Mais beaucoup des personnes n'accordent pas trop d'importance à cette fête. C'est le cas de Djatougbe, une dame âgée de plus 50 ans.

« Quand on était jeune, le 14 février était un jour comme les autres. Il n'y avait pas histoire de Saint-Valentin, donc pas de cadeaux, ni

d'échanges de mots doux ce jour-là. Même jusqu'à ce jour moi, je ne me préoccupe pas de cette fête. Mon mari non plus. Chacun sait comment démontrer son amour envers l'autre et c'est chaque jour », a-t-elle déclaré.

Kossi, un homme de 67 ans, va aussi dans ce sens : « aucune de mes copines ne m'a réclamé de présents le 14 février. C'est parce que nous tous, on ne connaissait pas cette fête. Durant la jeunesse, on n'a pas vraiment fêté la Saint-Valentin. Mais maintenant, on vieillit et on dépasse ces choses. On laisse les jeunes profiter », a-t-il laissé entendre.

Certains aimeraient de nos jours, donner le prénom Valentin à leurs enfants, mais trop tard. Puisqu'ils

n'avaient pas connaissance de la fête, ils n'avaient pas voulu prendre ce nom du calendrier dont ils ignorent la signification. C'est justement ce que nous raconte Da Adjo, une femme de la soixantaine.

« J'ai accouché mon premier fils le 14 février 1994. Je ne l'ai pas nommé Valentin. C'est parce qu'à l'époque, personne ne parlait de la fête de Saint-Valentin. Et on ne faisait rien d'extraordinaire ce jour -là. Même jusqu'à ce jour hein. Les temps sont durs. Qui pensent à l'amour et au romantisme ? C'est les jeunes qui courent après ça et ils profitent pour faire des choses qui ne sont pas bonnes ce jour-là », a indiqué Da Adjo.

Comment la jeunesse togolaise d'aujourd'hui fête la Saint-Valentin ?

La plupart des togolais pensent que la Saint-Valentin est une affaire de jeunes couples ou jeunes amoureux. Si certains planifient des choses extraordinaires sur ce 14 février, d'autres ne voudraient rien faire d'intéressant toute la journée.

« Moi quand j'étais au collège, j'avais une copine à qui j'offrais les bonbons de la Saint-Valentin. C'est un bonbon qui a une longue tige verte et ce qui reste à sucer est rouge, en forme de la fleur rose. Au lycée, j'avais offert une peluche blanche avec un cœur rouge à la main et une fleur à la nouvelle petite amie de l'époque », a souligné Aimé, jeune étudiant âgé de 20 ans.

« Comme maintenant je suis célibataire, cette année, le 14 février

est un jour comme les autres. Je ne compte même pas faire quelque chose d'extraordinaire. Je serai là pour regarder les amoureux, sinon nous aussi on est passé par là. Je ne vais pas mentir, si le jour-là je vais offrir un truc à ma famille. Franchement personne n'a la tête à ça. Ni mes parents, ni mes frères et sœurs », a-t-il ajouté.

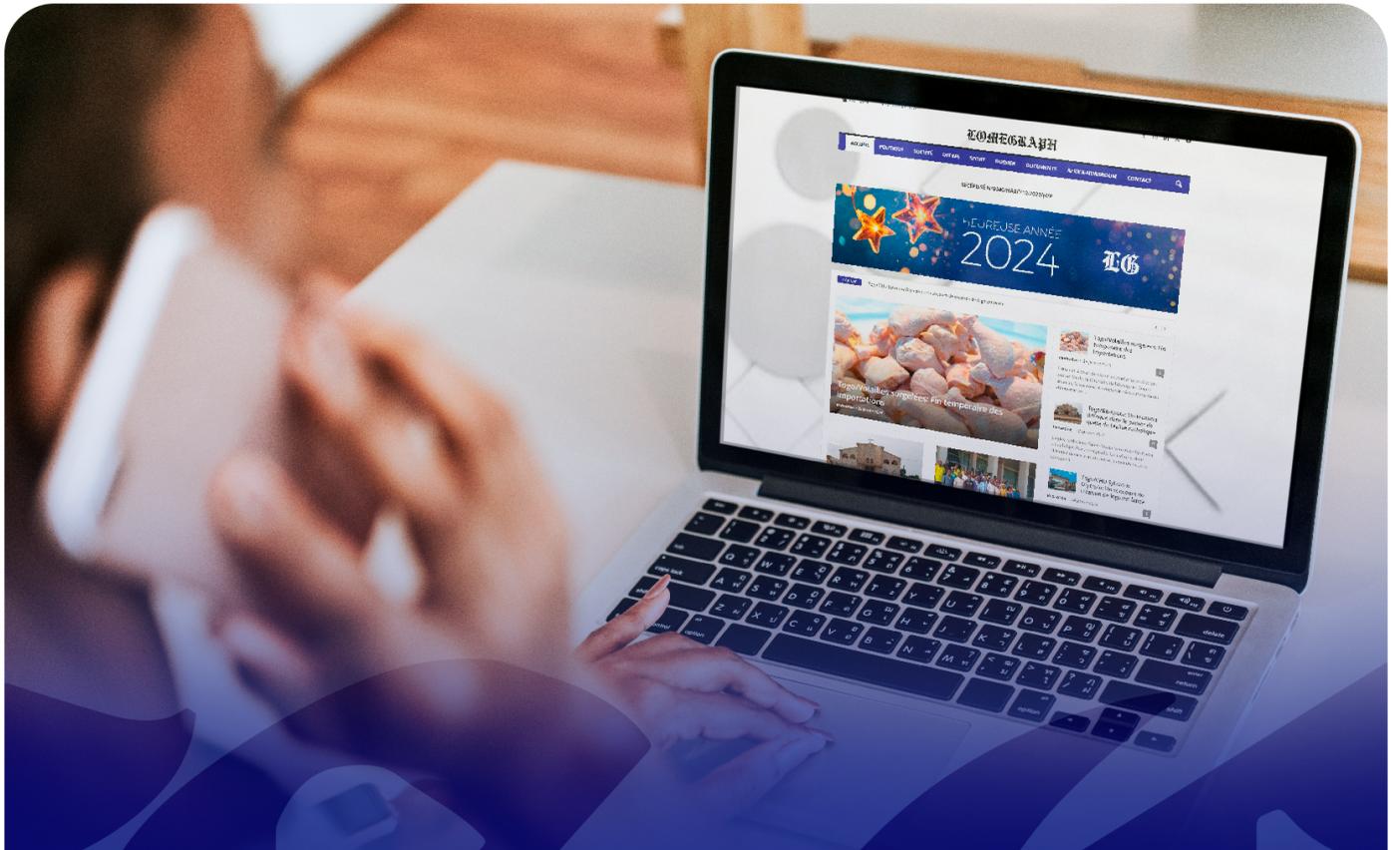
Hugues, âgé de 24 ans renchérit : « personnellement je n'ai rien de prévu ce jour. Je vais passer comme d'habitude. Pour moi l'amour c'est tous les jours. On n'attend pas le jour de la Saint-Valentin pour démontrer son amour avec des cadeaux. D'ailleurs mon entourage n'accorde pas trop d'importance à cette fête ». Mais Nadège jeune entrepreneure de 28 ans ne partage pas vraiment les

avis précédents.

« Le 14 février est un jour spécial pour moi et aussi pour mon amoureux. On va sûrement s'échanger des mots doux. Chaque année il m'offre quelque chose. Les fleurs, les chocolats, etc... Ce n'est pas que j'exige mais il le fait. Il sait que j'aime bien ça. Et puis la Saint-Valentin n'est pas seulement pour les amoureux. Entre amis et membres de la famille, on peut se faire des gestes d'amour. Cette année on va fêter cette Saint-Valentin », a-t-elle précisé.

De tout ce qui précède, l'on retient que la Saint-Valentin demeure une fête évolutive, reflétant la diversité des expériences et des perspectives à travers le temps et les générations.





NOS SERVICES

Contenus promotionnels
(Article, Publi-reportage,
Interview exclusive etc.)

Couverture journalistique

Publication de communiqués
de presse

Article/liens sponsorisé

Insertion publicitaire

Newsletter (Pub Mail)

Flotte-pub Whatsapp

Packages Spéciaux

SPORT

FTF : Le Colonel Guy Akpovy veut réinventer le football togolais



Le seul hic durant ces huit années passées à la tête de la FTF est que le Togo n'a pas réussi à se qualifier pour la Coupe d'Afrique des Nations trois fois consécutives. Sous son magistère, le Togo a quand même, réussi à se qualifier pour la première fois de son histoire au Championnat d'Afrique des Nations en 2021. Nous pouvons aussi mettre à son actif la Coupe d'Afrique des Nations Féminine en 2022.

Pour ce nouveau mandat, le projet de Guy Akpovy et de son équipe est articulé autour de neuf points aussi importants les uns que les autres. Du développement du football à la base en passant par la rénovation et la construction des infrastructures sportives à la bonne gouvernance, toutes les actions seront mises en place pour hisser le football togolais au niveau international. Nous allons donc vous présenter dans les lignes qui suivent, les axes autour desquels s'articulent le projet des quatre prochaines années du Comité Exécutif de la Fédération Togolaise de Football.

Comme nous l'avons dit plus haut, le projet du Colonel Guy Akpovy pour ce nouveau mandat se décline en neuf points dont voici les détails :

A la tête de la Fédération Togolaise de Football depuis 2016, le Colonel Guy Kossi Gbezonde Akpovy a été reconduit pour un nouveau mandat de quatre ans, au terme du congrès électif de ladite institution. Depuis qu'il a pris les rênes de la FTF, l'ancien élève

de l'école Nationale des Officiers d'Active de Thiès au Sénégal a réussi à tirer l'instance faitière du football togolais des multiples crises dans lesquelles elle sombrerait. Ce dernier a assaini l'administration de la FTF en la ramenant au niveau où elle doit être.



Développement du football à la base

Mettre en place des programmes de développement du football dans les écoles et les communautés locales pour encourager la participation des talents dès leur plus jeune âge.

Organiser des tournois et des compétitions de détection de jeunes joueurs et structurer leur éclosion

Médecine du football et santé des joueurs

Mettre en place un plan de développement de la médecine du football qui joue un rôle crucial dans la santé des joueurs.

Promouvoir un environnement sportif sain et éthique.

Infrastructures sportives

Investir dans la construction et la rénovation d'infrastructures sportives de qualité, telles que le Centre Technique de la FTF, des terrains de football, des centres d'entraînement et des stades, pour offrir aux joueurs des installations adéquates.

Construire ou rénover les sièges des ligues régionales pour leur offrir des espaces de travail adaptés à leur fonctionnement et à l'accueil des licenciés et des usagers.

Gouvernance

Poursuivre la politique de mise en œuvre des mesures de bonne gouvernance et de transparence au sein de la fédération pour assurer une gestion efficace et responsable des ressources.

Favoriser la participation de tous les acteurs du football, y compris les joueurs, les dirigeants, les entraîneurs, les arbitres et les supporters, dans la prise de décisions importantes.



Football professionnel et football amateur

Travailler à la mise en place du championnat professionnel et continuer à faire grandir le football amateur en consolidant le projet de professionnalisation des championnats, en dotant le football amateur d'un plan de développement pour attirer des investissements pour améliorer la qualité du jeu.

Favoriser la compétitivité des clubs et la croissance réelle de la valeur des joueurs locaux afin de booster leur quote.

Mettre en place un programme de développement du Beach Soccer et du Futsal pour offrir des options sportives diverses pour encourager la participation de différents segments de la population.

Promotion et marketing

Mettre en place des campagnes de promotion pour attirer davantage de spectateurs et de sponsors aux matchs de football

Faire de la communication, un levier important de rayonnement et de positionnement stratégique de notre football en mettant à contribution les médias et les réseaux sociaux.

Collaboration internationale

Nouer des partenariats avec des fédérations sœurs du monde et organisations internationales afin d'échanger des connaissances et les bonnes pratiques dans le domaine du football.

Multiplier les cadres de renforcement de capacités des acteurs et des stages pour permettre aux joueurs, aux entraîneurs et arbitres togolais de bénéficier d'une expérience internationale.

Responsabilité sociale

Consacrer une partie de nos ressources à la mise en place d'une politique de responsabilité sociétale de la FTF.

Mutualisation des talents et compétences

Persévérer dans la logique d'une synergie d'actions qui féconde tous les talents et apports indispensables à l'essor de notre sport-roi.

Associer davantage les anciens joueurs à la gestion pour enrichir la culture du football, renforcer la connexion entre la direction et les joueurs, et contribuer au succès global de la fédération.

Pour les membres de la liste Nouvel Elan, cinq piliers soutiendront ce nouveau mandat qui s'ouvre devant eux. Nous vous présentons donc ces cinq piliers :



Continuité

Nos deux premiers mandats nous ont permis de jeter les bases de la nouvelle FTF, départie de crises à répétition et tournée résolument vers le développement. La nouvelle fédération tient régulièrement ses compétitions, ses assemblées générales, promeut l'excellence à tous les niveaux, de la gestion administrative aux performances sportives, et développe des projets d'infrastructures, ont-ils indiqué.

Développement

Avec notre projet Talents Development Schemes (TDS), nous sommes engagés à poursuivre le développement du football togolais en mettant en place des projets spécifiques visant à créer un parcours pour nos jeunes talents et à renforcer les programmes de formation.

Performance

Les bases de la performance sont déjà jetées avec notre projet quadriennal 2023-2026. Il s'agit d'engager une vraie réforme pour améliorer les performances des équipes nationales et des clubs en investissant dans la formation des joueurs et des entraîneurs de manière systématique et accroître les chances de succès des équipes nationales et des clubs sur la scène nationale et internationale, projettent-ils.

Responsabilité sociale

Les initiatives en faveur de notre responsabilité telles que des projets communautaires et des actions caritatives vont se poursuivre. Elles contribueront à améliorer la vie des populations locales, à renforcer les liens entre la FTF et la communauté, et à démontrer l'engagement du football togolais envers le bien-être de la société dans son ensemble assure l'équipe dirigeante reconduite.

Héritage

L'héritage que nous souhaitons laisser se résume en un football togolais fort, éthique, inclusif, compétitif et socialement responsable. Un héritage qui inspirera les générations futures et contribuera à la grandeur du Togo sur la scène footballistique mondiale, promet l'équipe du Colonel Akpovy.

Cependant, ce projet va au-delà du simple développement sportif. Il incarne un engagement profond envers la communauté et l'héritage du football togolais. À travers cinq piliers fondamentaux - Continuité, Développement, Performance, Responsabilité sociale et Héritage

la FTF s'engage à créer un avenir durable, éthique et inclusif pour le football togolais.

Ainsi, le Colonel Guy Akpovy se positionne comme l'architecte d'un avenir rayonnant pour le football togolais, avec une vision audacieuse et un engagement indéfectible envers l'excellence, la responsabilité sociale et la préservation de l'héritage sportif du pays.



Depuis 2018, nous livrons, en toute sécurité, vos couriers et colis

Nous joindre

05BP 822 Lomé-Togo

+228 9052 9380

9692 6060



**Au bon endroit
Au bon moment
Sur tout le
territoire national**

BON À SAVOIR

5 bons comportements citoyens à adopter pour des élections démocratiques réussies

Dans toute société démocratique, les élections représentent un moment crucial où chaque citoyen a le pouvoir de façonner l'avenir de son pays. Pour que ce processus soit juste, transparent et efficace, il est important que chaque électeur adopte des comportements responsables. Voici cinq bons comportements à adopter lors d'une élection démocratique :



Se renseigner avant de voter

Pour faire face à cette épreuve financière, faudra commencer par faire attention à vos dépenses. En janvier, il est important de ne dépenser que l'essentiel. Évitez les achats superflus, comme les sorties au restaurant ou les achats en ligne. Mettez en pause les livraisons à domicile, et pensez à votre porte-monnaie avant de valider une commande. Pourquoi ne pas revenir

aux plaisirs simples de cuisiner à la maison ?

Restez chez vous les Bruikends : les sorties peuvent vider vos portefeuilles, surtout pendant la Janviose. Optez donc pour des soirées tranquilles chez vous. Votre porte-monnaie vous en sera reconnaissant. Néanmoins, une chasse aux événements gratuits pour les aventuriers de la Janviose n'est pas déconseillée. Profitez des événements offrant

de la nourriture gratuite. Faites des emportés intelligents, évaluez le coût/bénéfice, et savourez sans culpabilité.

En plus de la crise financière, les fêtes de fin d'année peuvent également laisser un impact négatif sur notre santé physique. Après des semaines de repas copieux et de nuits courtes, il est important de se remettre en forme en mangeant sainement et en faisant de l'exercice.

Respecter les règles électorales

Les règles électorales sont le socle de la démocratie, garantissant l'intégrité et l'équité du processus électoral. Cela inclut le respect des procédures de vote, et l'abstention de toute forme d'intimidation, de corruption ou de fraude. Les électeurs doivent également s'assurer de leur éligibilité au vote et de la validité de leurs documents d'identité, conformément à la législation électorale en vigueur. En résumé, respectez les instructions des responsables des bureaux de vote, suivez les règles établies et abstenez-vous de toute pratique illégale ou frauduleuse.

Faire preuve de tolérance

La diversité des opinions est une caractéristique fondamentale d'une société démocratique. Il est donc essentiel de respecter les points de vue divergents et d'encourager un débat ouvert et respectueux. La tolérance implique également

de reconnaître les droits des minorités et de défendre la liberté d'expression, même pour ceux avec qui l'on est en désaccord. Le respect mutuel contribue à renforcer les liens sociaux et à promouvoir la stabilité politique. Évitez les confrontations agressives pour favoriser le dialogue et la compréhension mutuelle.

Participer activement

La démocratie ne fonctionne que si les citoyens s'engagent activement dans le processus politique. Outre le simple fait de voter, les individus devraient s'impliquer dans des initiatives communautaires, rejoindre des organisations civiques et politiques, et s'informer régulièrement sur les questions politiques et sociales. La participation citoyenne va au-delà du vote et constitue un pilier essentiel de la gouvernance démocratique. En clair, inscrivez-vous sur les listes électorales, exercez votre droit de vote et encouragez les autres à faire de même. Impliquez-vous activement

et contribuez à la vie démocratique de votre pays.

Accepter les résultats des urnes

Une fois que les résultats sont annoncés, il est crucial d'accepter le verdict des urnes, même s'il ne correspond pas à nos préférences personnelles. Cela signifie reconnaître la légitimité des vainqueurs, même si l'on a voté pour une autre option, et soutenir le processus de transition démocratique. L'acceptation des résultats renforce la crédibilité des institutions démocratiques et favorise la stabilité politique à long terme. Respectez la volonté démocratique de la majorité et soutenez les nouveaux dirigeants élus dans l'intérêt de l'unité nationale et du bien commun.

En adoptant ces cinq comportements lors des prochaines élections démocratiques, chaque citoyen peut contribuer à renforcer la démocratie et à bâtir un avenir meilleur pour le Togo.



AMU
ASSURANCE MALADIE UNIVERSELLE

Assurer des soins de qualité
pour toute votre famille

POUR LA SANTÉ DE VOTRE FAMILLE, RESTEZ SEREINS, LE GOUVERNEMENT EST À VOS CÔTÉS



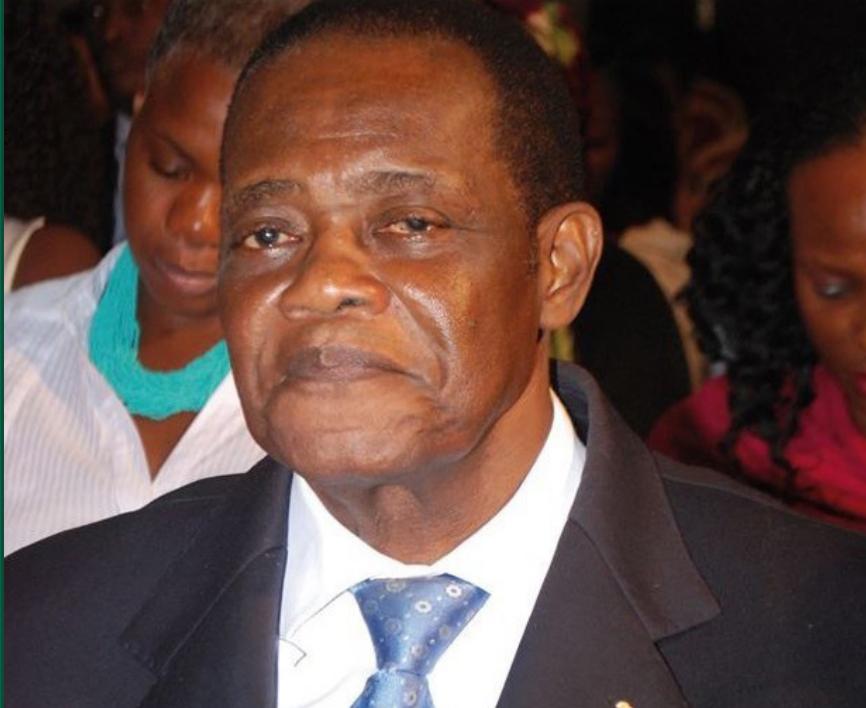
8323

cnss.tg



PORTRAIT

HBF : une vie étoilée d'exploits



« On ne peut pas danser et s'apprécier », pouvait très bien s'exclamer le Général président GNASSINGBÉ Eyadema, mais il va sans dire que tout bon danseur sait le talent dont il est doté. Et même si M. Béno aime bien faire appel à cette maxime du feu président, nul ne peut lui nier l'œuvre de maçon qu'il a abattu pour la terre de nos aïeux.

La personnalité dont il est question dans cette balade découverte, n'est assurément pas un maçon, mais a, à son actif, un parcours et des réalisations que certainement peu de togolais lui soupçonnent d'avoir. Né avant les indépendances, Haracio Béno FREITAS est un grand Togolais dont le parcours et l'impact sur le parcours de son pays mérite une ode, au-delà de la reconnaissance officielle que son pays lui a accordée.

Je n'ai pas connu d'échec au cours de mon cursus

Les arcanes du pouvoir ne sont pas étrangers à Harocio Béno FREITAS, lui qui est né de Paulin Jacintho FREITAS, l'époux de Cécile Kayi MENSAH ASSIAKOLEY et homme au premier rang des luttes pour les indépendances. Mais avant de suivre les pas de son géniteur, le jeune Horacio a suivi une scolarité exemplaire, une coutume dans cette famille de 5 enfants.

C'est ainsi qu'il a suivi un cursus normal au primaire avant d'intégrer le Lycée Bonne carrière en classe de 6ème. Béno fait partie des premiers élèves à intégrer le lycée de Tokoin en 1965, qu'il quitta après la classe de Première pour se rendre en France en 1966 où il poursuivit son cursus. C'est là, au Lycée Augustin FRESNEL de BERNAY, qu'il obtint son baccalauréat littéraire. Après, ce fut la Licence en Anglais et une maîtrise de Lettres Modernes à l'université de Rouen.

Mais bien avant de s'expatrier, Horacio a attrapé le virus de la politique en assistant aux meetings du Comité de l'Unité Togolaise (CUT), parti dans lequel militait son père. Ce dernier était un véritable tribun qui savait mettre la foule en délire, comme le décrit son fils. Il fut d'ailleurs élu Député de Lomé en 1958, puis nommé ministre d'État de la Première République du Togo, ministre de l'Intérieur, de l'Information et de la Presse de 1958 à 1960.

Il occupa après, le poste de Ministre des Affaires étrangères du Togo, le premier, de 1960 jusqu'au coup d'État du 13 janvier 1963.

Pendant ces années, le Jeune Horacio a pu donc apprendre les règles de gouvernance auprès de son père. Aujourd'hui, il est marié et père de quatre (04) enfants.



Vous avez dit basket ! pas que

L'amour du sport qu'on connaît à Béno est né, comme pour la plupart des enfants du pays, dans les rues de son quartier, quand il y jouait au football avec ses amis. Mais c'est une fois au Collège, qu'il a découvert toutes les disciplines qu'il pouvait pratiquer. Ainsi, a grandi son intérêt pour l'athlétisme et il eut une carrière dans différentes disciplines. Béno FREITAS fut champion du Togo de Saut en longueur, de Triple saut, de Lancer de disque, de Relais 4x400m entre 1963 et 1966. Il fut également Capitaine de l'équipe nationale de Basketball, pratiqua du Handball, le Volleyball, le Tennis, le Rugby, la Boxe et le Squash (plus en Europe).

L'un des meilleurs moments de sa carrière fut quand Horatio FREITAS a été sélectionné pour participer aux premiers Jeux Africains de Brazzaville en juillet 1965. Il y avait concouru dans les épreuves de Saut en Longueur et Triple Saut. Cette compétition a été encore plus mémorable pour le jeune athlète à cause d'un évènement inédit qui s'y est produit.

En effet, M. Godfried EKUE, chef de la délégation togolaise, a sollicité le jeune Horacio pour jouer le premier match de la sélection de football présente à la compétition. La raison était que des joueurs étaient tombés malades. Ce fut l'occasion, unique mais grandiose, pour Horacio FREITAS d'arborer la tunique de l'équipe nationale de football surnommée à l'époque le « Onze national », faisant de lui le premier à avoir joué dans deux sélections de deux disciplines différentes. Pour la petite histoire, le match fut remporté sur le score d'un but à zéro contre le Mali par la sélection togolaise, à la grande joie de M. EKUE. Petit rappel, c'est Godfried EKUE qui a créé la Fédération Togolaise de Football et le Comité National Olympique du Togo.

Le fait de s'expatrier n'a pas empêché FREITAS de poursuivre sa carrière sportive et d'écrire de

nouveaux chapitres de cette histoire. C'est ainsi qu'il remporta le titre de Champion de Triple Saut en France, joua du Basketball au niveau Pro A avec l'équipe de l'Amicale Laïque de la Madelaine d'Evreux, remporta la compétition omnisports qui se déroulait chaque année entre le lycée Bonnacarrère, le lycée de Tokoin et le lycée Béhanzin de Porto Novo.

Entre le Togo et la France



Le secteur dans lequel Horacio a passé une grande partie de sa carrière professionnelle est l'Éducation Nationale ; mais pas au Togo, plutôt en France. En effet, bénéficiaire d'une bourse d'études pour la France, Horacio y passa finalement plusieurs années en travaillant dans le système éducatif.

Mais cela n'a pas été systématique. En tant qu'étudiant et aîné, Horacio a décidé d'aider ses parents à assurer la scolarité de ses frères et sœurs scolarisés aussi bien en France qu'au Togo. C'est ce qui l'a amené à trouver un poste de Surveillant d'externat, puis de Maître d'internat dans l'académie de Rouen. Il est finalement resté dans le milieu scolaire (collège, lycée), gravissant les échelons pour devenir tour à tour Maître auxiliaire, Conseiller d'Éducation, Directeur adjoint de collège et enfin Conseiller Principal d'Éducation, ce qui correspond au poste de Censeur ou de Proviseur adjoint au Togo.

En 1987, commença la deuxième partie de la carrière de Béno FREITAS, cette fois-ci au Togo qu'il rejoignit au mois de juillet. Ce fut d'abord le sport qui l'accueillit, chose normale.

En septembre de la même année, il est nommé entraîneur des équipes nationales de Basketball masculine et féminine. Mais malheureusement, après trois années d'exercice, M. Horacio FREITAS n'avait perçu aucune rémunération, malgré le contrat signé avec la Fédération et le ministère des Sports. Et ses protestations auprès de feu le Président EYADEMA, ne régla pas la situation avant la survenue de la révolution du 5 octobre 1990. Intervient alors le changement de registre pour Horacio FREITAS.

“LA PAROLE”, un hebdomadaire satirique créé par feu Bertin FOLY, fut la tribune à partir de laquelle, M. FREITAS engagea son combat politique dans le sillage des luttes pour l'avènement de la démocratie au Togo. Rédacteur en chef et correcteur du journal, il y animait deux rubriques « Si j'étais Dieu » et « Vous avez dit sport au Togo ? », dans lesquelles il ne manquait pas de s'attaquer, non sans humour, au pouvoir du Général GNASSINGBÉ Eyadema. La deuxième rubrique était orientée à transformer les évènements politiques, surtout du pouvoir, en disciplines sportives et à les commenter dans ce sens. Horacio avait également créé un parti politique Unité Togolaise et Réconciliation (UTR) et au sortir de la Conférence Nationale, il fut nommé Ministre de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs dans le premier gouvernement de transition, sous le Premier Ministre KOFFIGOH.

Après les évènements à la place Fréau Jardin de Lomé, le ministre FREITAS qui était hors du territoire togolais, envoya sa démission du gouvernement et s'exila au Bénin où s'était réfugiée sa famille, par crainte de violences. Il revient au Togo en 1997 et l'année suivante appela à voter Gnassingbé Eyadéma à la présidentielle de 1998, ceci à cause de la pluralité des candidats de l'opposition, une stratégie d'échec, selon lui. Après sa victoire, le président Eyadéma nomma M. FREITAS, ministre de la Culture, de la Jeunesse et des Sports, poste qu'il occupa jusqu'en octobre 2000.



Des réalisations marquantes

Au cours de sa courte carrière de dirigeant politique, Horacio FREITAS a eu plusieurs réalisations. A son actif, on peut citer la réouverture en 1992 de l'Institut National de la Jeunesse et des Sports (INJS) qui était fermé depuis huit (08) ans, la tenue des Etats Généraux des Sports la même année ; des états généraux qui ont mis fin à la réforme de 1974 et qui ont permis le retour des clubs comme l'Étoile Filante de Lomé, la Modèle, l'Essor, etc.

Il en est de même de la reprise par le ministère des Sports du stade des Cheminots familièrement appelé « Akassimé » (Basketball, Handball et terrain de football) occupé par les marchands de charbon, la construction du terrain de Basketball du boulevard du 13 janvier, la rénovation du Musée Régional des Savanes à Dapaong. Grâce au ministre FREITAS, les fêtes traditionnelles D'Pontr/ N'dack à Bassar et Agbogboza à Notsé qui étaient organisées le même samedi, ont été scindés en deux samedis distincts.

Aussi, Horacio FREITAS a mis en place le conseil d'administration du Bureau Togolais du Droit d'Auteur (BUTODRA). Avec la coopération française, il a également mis en place les Centres de Lecture et d'Animation Culturelle (CLAC) avec

les bibliothèques dans toutes les régions du Togo.

La grandeur du Monsieur a été reconnue, d'abord dans son pays où il été sacré champion sportif du siècle par le Comité International Olympique en 2000, un grand honneur pour Horacio FREITAS qui a tant donné pour le sport togolais. Ensuite, c'est la France qui l'a célébré en l'élevant au grade de Chevalier des Palmes Académiques Françaises en 2023. Cette distinction lui a été remise par Augustin FAVEREAU, l'actuel Ambassadeur de France au Togo.

A part la carrière qu'on lui connaît, M. FREITAS a aussi une passion pour le cinéma. A ce titre, il a produit une série télévisée "DANS LA MÊME COMMUNE" avec sa société IMPACT COMMUNICATION. La série a été diffusée en 2007 sur la chaîne de télévision privée TV2. Il a même été acteur dans les premiers épisodes de la série pour attirer le public.

Acteur, Béno Horacio l'a aussi été dans "LES AVALES DU GRAND BLEU", un court-métrage tourné en 2015. La troisième œuvre cinématographique de M. FREITAS, mais qui n'est pas arrivée à son bout est la production

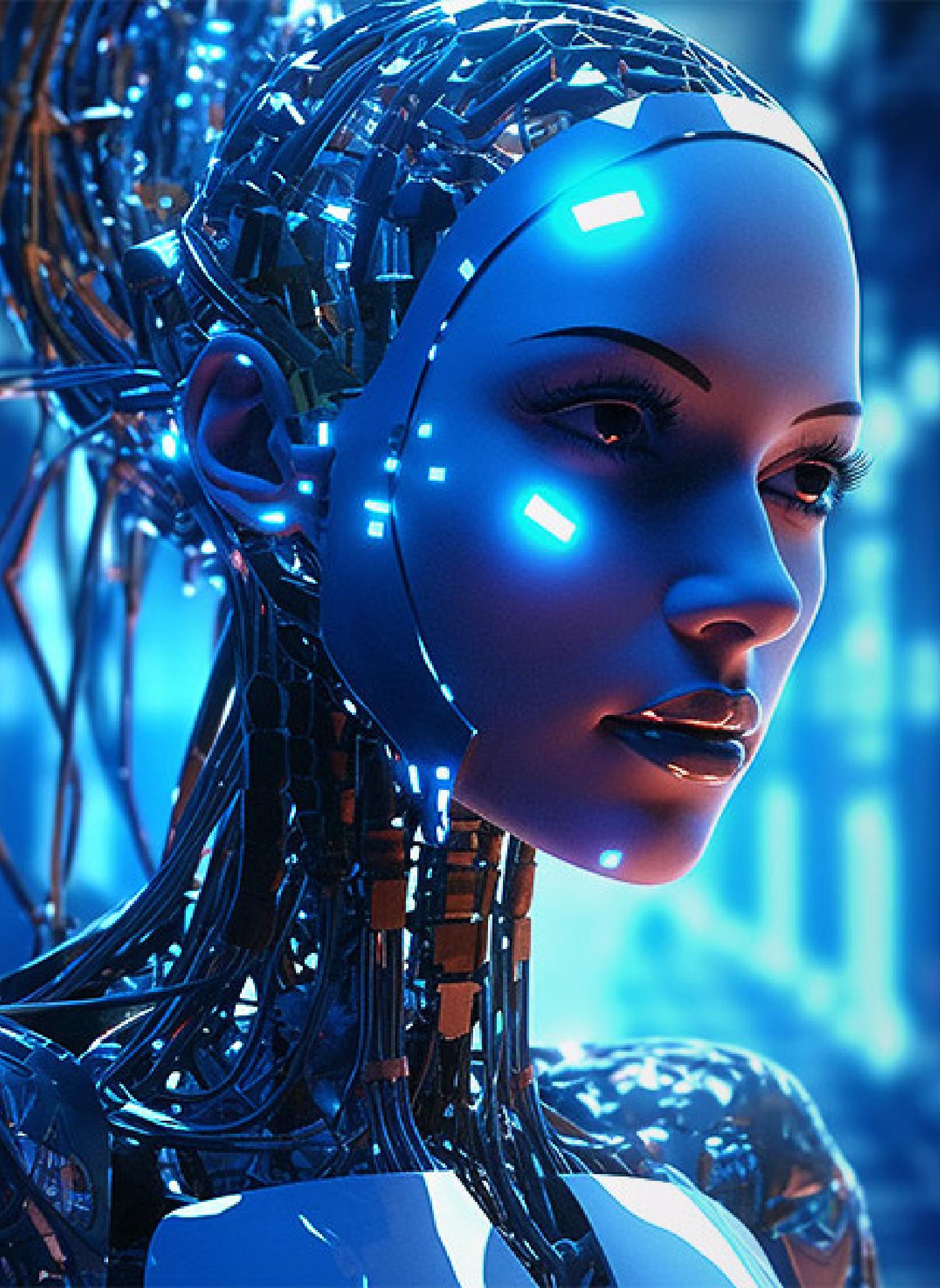
d'un film dans lequel lui-même était acteur aux côtés de Michel GOHOU et Michel BOHERI. Le tournage avait démarré en 2013 au Palais des Congrès de Lomé, sans suite.

Le rêve FREITAS pour le Togo

Ayant connu l'évolution de notre pays, M. Horacio FREITAS rêve d'un grand Togo. Moins de motos dans les rues du pays, c'est sa vision. A la place, il envisage le métro et les tramways dans la capitale pour faciliter la circulation. Il entrevoit un pays développé où il est facile de se nourrir, de se soigner, d'avoir accès à l'éducation, à l'électricité, mais aussi un grand pays de sport, apaisé sur le plan politique et sécurité.

Seul le travail et une bonne dose de volonté politique peuvent permettre de matérialiser ce rêve. Le travail est donc ce qu'il conseille à tout jeune athlète qui rêve de devenir un grand. Ce dernier doit aussi écouter son coach tout en prenant soin de son corps, son principal instrument de travail. C'est de la même manière que les acteurs politiques doivent écouter les aspirations du Togo, le bien de tous, en pensant d'abord au pays avant leurs propres intérêts.





TECH Google Gemini : Le Futur de l'Assistance Conversationnelle

Dans le monde en constante évolution de la technologie, les chatbots sont devenus des compagnons omniprésents, répondant aux requêtes et aux questions des utilisateurs avec une précision croissante. L'un des derniers venus sur la scène de l'assistance conversationnelle est Google Gemini, anciennement connu sous le nom de Bard.

Ce chatbot, développé par Google, se positionne comme un rival de taille pour des solutions telles que ChatGPT d'OpenAI. Dans cet article, plongeons-nous dans l'univers de Google Gemini, explorant son évolution, ses fonctionnalités et son potentiel futur.



Google Gemini : Évolution, fonctionnalités et capacités

Initialement baptisé Bard lors de son lancement en 2023, cet agent conversationnel a rapidement évolué pour devenir Gemini en février 2024. Ce changement de nom reflète la vision de Google de faire de Gemini l'assistant par défaut au sein de son écosystème numérique. Depuis ses débuts, Google Gemini a parcouru un chemin impressionnant, passant par plusieurs modèles de langage, dont LaMDA et PaLM, pour

finalement aboutir à son propre modèle, Gemini.

Google Gemini fonctionne sur le même principe que d'autres chatbots, offrant des réponses et des solutions basées sur les requêtes des utilisateurs, également appelées «prompts». Bien qu'il soit souvent qualifié d'intelligence artificielle, il convient de noter que Gemini, malgré son utilisation

d'algorithmes sophistiqués, ne correspond pas techniquement à une IA traditionnelle telle que Skynet ou HAL 9000.

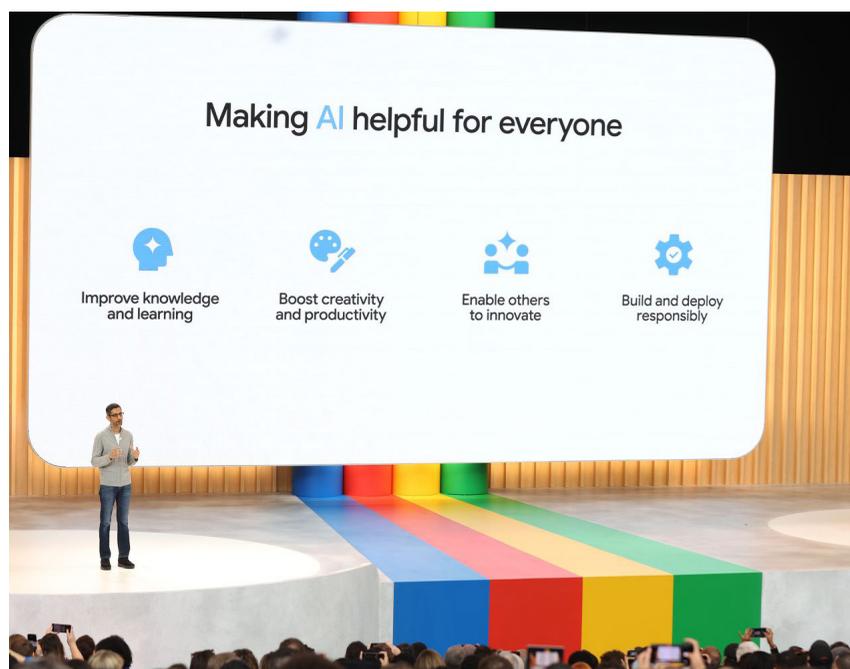
Néanmoins, ses capacités de génération de contenu textuel, basées sur le modèle de langage Gemini, en font un outil redoutablement efficace pour répondre aux demandes des utilisateurs.



Intégration potentielle dans le moteur de recherche Google

Une des ambitions de Google est d'intégrer prochainement Gemini dans son moteur de recherche, potentiellement en remplaçant le bouton «J'ai de la chance» sur la page d'accueil. Cette démarche souligne l'importance croissante des chatbots dans l'expérience utilisateur en ligne. Cependant, avant cette intégration, Gemini doit passer par une phase de rodage pour garantir des performances optimales et éviter les erreurs embarrassantes.

À mesure que la technologie évolue, Google Gemini est appelé à devenir un acteur majeur dans le domaine de l'assistance conversationnelle. Son accès à Internet lui permet de fournir des réponses basées sur les données les plus récentes, offrant ainsi une expérience utilisateur enrichie et pertinente.





IMMERSION Togo/Zoom sur les danses du Togo (Acte I)

CAS DE LA RÉGION MARITIME

Au Togo, la population est composée de plusieurs ethnies. Du Nord au Sud, les différentes ethnies sont représentées. Mais chaque région se distingue par des pratiques, musiques et danses de l'ethnie qui la compose majoritairement. Autant d'ethnies, autant de musiques et danses. Nous vous proposons dans le magazine Togo Emergent, un zoom sur les différentes musiques et danses du Togo, spécialement de la région maritime.

Danse Agbadja

La danse Agbadja est une danse du peuple Ewé établi au Sud du Togo, du Bénin et du Ghana. Elle est exécutée lors des moments de réjouissances, et même de deuil. Pour l'exécuter, les femmes nouent un pagne à la hanche avec un autre qui couvre la partie supérieure du corps notamment au niveau de la poitrine. Les hommes, nouent un pagne à la taille, une serviette au cou. La danse s'exécute en balançant les bras, les deux omoplates tendant à se toucher avec les jambes qui s'ouvrent et se ferment en harmonie avec les mouvements des bras. On observe cette danse partout où l'ethnie Ewé se trouve.



Danse Gazo



C'est l'autre danse des Ewé. Elle est une dérivée d'Agbadja et a les caractéristiques de cette danse. Sauf qu'elle est plus rythmique et s'exécute de manière plus rapide et plus énergique que Agbadja. On l'exécute beaucoup plus lors des funérailles.

Danse Blekete

La danse Blekete est une danse de la divinité des eaux (MAMIWATA) et de la cola (GOLO VODOUN). Ce sont deux divinités qui protègent les communautés et leur permet d'obtenir la richesse et le bonheur. Les rituels prennent en compte le parfum, le talc, la cola pour enrichir les divinités qui en retour leur accordent la protection et l'abondance.



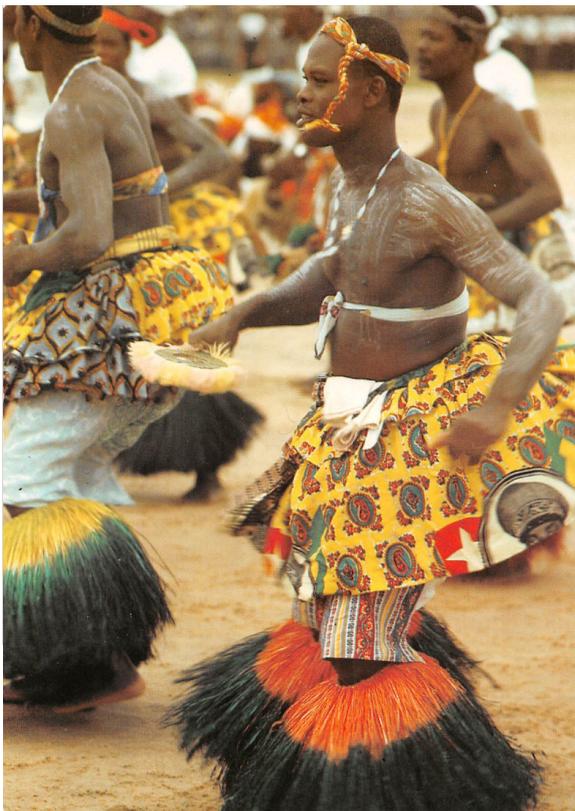
Danse Adjifo

La danse Adjifo est une danse initiatique des jeunes filles en âge de se marier du Sud-Togo. C'est obligatoire pour les jeunes filles de ces localités pour prouver non seulement leur virginité mais aussi pour les préparer contre les esprits malfaiteurs.



Danse Djokoto

Danse des filles, Djokoto se pratique dans le Sud-Togo, plus précisément dans la région des lacs. Elle s'exécute lors de l'intronisation d'un roi. C'est aussi une danse de réjouissance populaire.



Danse Adjogbo

La danse Adjogbo est aussi exécutée au Sud-Togo (préfecture des lacs). Une danse de réjouissance populaire exécutée par les sages (hommes). Une danse des singes découverte par les chasseurs.

DEMARQUEZ VOTRE IDENTITÉ

NOS SERVICES

Digital & Webmarketing

- Stratégies de communication
- Marketing stratégique
- Community management
- Web Marketing Social Media

Média & RP

- Conception & implémentation de stratégies de communication digitale
- Promotion digitale
- Relation Presse 2.0

Veille automatisée

- Veille thématique
- Veille événementielle
- Veille concurrentielle

Studio Créatif

- Conception stratégique
- Production
- Animation
- Photographie
- Développement publicitaire
- Film Publicitaire





**CHAMPIONS
LEAGUE®**

**CHEZ
NOUS**



 **70475353
96691818**

**NUMERO VERT
APPEL GRATUIT**

8303

